



**ACADEMIE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES DE LA CEMAC
CONFERENCE INTERNATIONALE
Yaoundé, Cameroun, Hôtel Hilton, 16 au 18 Juin 2015**

THEME

**RESSOURCES NATURELLES ET
DEVELOPEMENT DURABLE EN ZONE
CEMAC**

Par:

OUMAR ALI FADOUL

ENSEIGNANT-CHERCHEUR, CONSULTANT- TCHAD





SOMMAIRE

- 1. INTRODUCTION**
- 2. LIENS ENTRE RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**
- 3. LES FREINS AU DEVELOPPEMENT**
- 4. LES PISTES DES SOLUTIONS**
- 5. CONCLUSION**



I. INTRODUCTION

Afrique :

- ✓ Riche en ressources naturelles
- ✓ Forte croissance depuis 20 ans

Cette accélération s'explique par :

- ✓ Une forte demande mondiale en matières premières
- ✓ Un investissement accru dans ces secteurs.

L'exploitation et le commerce des matières premières (pétrole, bois, or, diamant, etc.) représentent :

- ✓ La principale source de devise étrangère de la zone CEMAC
- ✓ 80% des recettes fiscales (Guinée équatoriale, Congo, Tchad)

Cette manne pourrait théoriquement leur permettre de financer tout ou une partie de leurs efforts en matière de développement car le prix des matières premières a connu une augmentation vertigineuse ces dernières années.



Or, l'histoire nous enseigne que cet optimisme n'est pas de mise. La plupart des études récentes montrent que l'exploitation des ressources naturelles tend à fragiliser :

- ✓ Le tissu économique
- ✓ La cohésion sociale
- ✓ Les institutions politiques des pays producteurs.

Paradoxalement, l'exploitation des ressources est associée à :

- ✓ La misère de la population locale
- ✓ La mauvaise gouvernance
- ✓ La dégradation de l'environnement

Dans quelle mesure les recettes tirées de la vente des ressources extractives pourraient contribuer au développement durable des pays de la CEMAC?



2- LIENS ENTRE RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Les pays qui tirent une forte rente de l'exploitation de matières premières voient souvent la majorité de leur population sombrer dans la pauvreté et la précarité. Les causes sont multiples, comme le sont les explications relatives à l'impact négatif des ressources sur la performance économique des pays concernés. Parmi les causes on peut citer:

- ✓ la hausse massive des recettes qui entraîne l'appréciation de la monnaie locale,
- ✓ la volatilité des prix qui entraîne des incertitudes et des risques
- ✓ la corruption et le gaspillage.

Des recherches empiriques menées par plusieurs chercheurs notamment :

Sachs et Warner d'une part , ont montré qu'il existe une corrélation négative entre ressources naturelles et croissance économique.



D'autre part, **Sala-i-Martin et Subramanian** montrèrent que la malédiction des ressources naturelles est due à leurs effets sur les institutions politiques du pays. L'abondance de ressources naturelles crée des conditions propices à la corruption et au gaspillage. Ce sont ces dernières qui causent un effet négatif sur la croissance et non pas les ressources naturelles en tant que telles.

La corrélation négative entre taux de croissance et ressources naturelles a donné lieu à de nombreuses explications économiques et politiques.

L'abondance des ressources naturelles ne semble pas être la cause directe de ce lien négatif. On peut même penser que les ressources naturelles devraient être une chance plutôt qu'une malédiction



3. LES FREINS AU DEVELOPPEMENT

EXPLOITATION MINIERE

INDUSTRIELLE

- ✓ Déficit budgétaire
- ✓ Dépenses publiques excessives
- ✓ Augmenter les dépenses

improductives

Résultat: un petit groupe profite de la retombée de l'exploitatin alors que la majorité n'en voit que les effets négatifs en termes de renchérissement du coût de la vie et de dégradation de l'environnement.

ARTISANALE

- ✓ Une économie de contrebande qui fragilise l'Etat de droit
- ✓ Dangersité de l'exploitation (éboulement)
- ✓ Gaspillage des réserves en raison des techniques sommaires d'exploitation
- ✓ Mal-développement lié aux conditions de vie des travailleurs



Grosso modo, que l`exploitation soit industrielle ou artisanale, les conséquences qu`engendrent ces activités sont dues au :

- ✓ système d`octroi de permis qui n`est pas toujours transparent
- ✓ Manque d`infrastructures juridiques et info géologiques et Foncières
- ✓ l`intégration des recettes tirées des IE dans les finances publics nest pas toujours satisfaisante.
- ✓ le parlement et l`opinion public manquent souvent des elements(contrats miniers, recettes) pour exercer leurs droits
- ✓ les droits des autochtones, l`usage des terres, les possibilites de reparation et de compensation sont difficiles à estimer.

Tous ces facteurs constituent un frein au développement pour les pays riches en ressources naturelles en général et ceux de la sous-region en particulier.



4. LES PISTES DE SOLUTIONS

Pour faire face à tous ces contraintes, il est impératif d'agir à tous
Les niveaux:

- International
- Regional
- Local

pour que les recettes tirées des industries extractives puissent contribuer au développement économique. Cela n'est possible qu'en créant des partenariats qui ont pour finalité l'amélioration de la contribution de l'exploitation des ressources naturelles pour un développement durable. Cette finalité peut se décliner selon les objectifs suivants :

- ✓ Obtenir et gérer les informations nécessaires à l'évaluation puis à la mise en valeur des ressources.
- ✓ Améliorer le cadre juridique, la gouvernance et la transparence
- ✓ Passer d'une économie de rente à une économie de croissance partagée



Au niveau international :

la communauté internationale peut soutenir les industries extractives porteuses de développement durable de plusieurs façons:

- L'instauration et l'application des règles internationales sur la qualité des produits, la transparence des flux de produits et des flux financiers (ITIE, Kimberley)
- Le financement des investissements et la consolidation de la gouvernance au niveau national et régional (banque de développement, commission européenne)
- Par un soutien à des instances indépendantes de conseils et d'arbitrage auxquels les pays pourraient avoir recours dans leur négociation avec les investisseurs.



Au niveau régional:

une coopération étroite s'avère nécessaire pour les raisons suivantes :

- ✓ L'accélération de l'intégration de notre sous-region, implique un tarif extérieur commun, une convergence fiscale, des normes communes qui s'appliquent aux industries extractives (notamment l'idée de l'harmonisation du code minier) et une libre circulation des capitaux, des biens et des personnes.
- ✓ Les échanges transfrontaliers de produits à haute valeur ajoutée issus du secteur informel requièrent une coopération étroite des services de contrôle.
- ✓ La capacité de formation pour l'ensemble de compétence requis étant limitée au niveau national, une coopération universitaire régionale, à l'exemple de l'académie des industries extractives de la CEMAC, permettrait d'y pallier.



Au niveau national:

Il est possible de créer les conditions pour l'émergence de petites entreprises dont le bilan économique, social et environnemental serait porteur de développement local durable. Cela implique :

- ✓ La reconnaissance de leurs activités à travers un cadre institutionnel spécifique,
- ✓ L'ajustement de l'offre de services publics (administration, sécurité, justice), base (eau, assainissement), social (santé, éducation) et financier (miro-crédit, banque)
- ✓ Des actions de formation aux bonnes pratiques adaptées au contexte local et soutenues par le transfert de technologie.
- ✓ Le local content et la responsabilité sociale et environnementale (RSE) sont également des outils puissants qui contribuent au développement local.



5. CONCLUSION

En résumé, la plupart des études de cas accréditent aujourd'hui la thèse de la malédiction des matières premières en général, et du pétrole en particulier. Cette conclusion n'est guère réjouissante pour les pays de la zone CEMAC qui comptent sur leurs ressources naturelles afin de répondre à une demande mondiale en forte croissance et relever le défi du développement. Il existe toutefois des exceptions à la règle. Quelques pays en développement ont su tirer parti de la richesse de leur sous-sol pour lutter contre la pauvreté avec un succès relatif (par exemple le Botswana, l'Indonésie et la Malaisie).

Pour que les ressources extractives soient un levier de développement, les pays de la sous région doivent:



5. CONCLUSION

Au plan stratégique :

- ✓ Mettre à jour et Harmoniser leurs codes miniers
- ✓ Promouvoir la bonne gouvernance et la transparence
- ✓ Mutualiser leurs efforts en matière de formation

Au plan opérationnel :

- ✓ Adopter une orthodoxie fiscale et budgétaire stricte
- ✓ Adopter une politique de taux de change visant à empêcher l'appréciation de la monnaie
- ✓ Faire des efforts de diversification économique et soutenir le secteur agricole
- ✓ Promouvoir une administration dynamique et compétente.

Les liens de causalité entre ressources naturelles et développement étant multiples et complexes, l'on ne saurait tirer de conclusion définitive et universelle.



***MERCI POUR VOTRE AIMABLE
ATTENTION!***

